



L'ÉLÉPHANT AU MILIEU DE LA PIÈCE

La semaine dernière avait lieu une réunion des organisations syndicales et patronales pour lancer les travaux de l'agenda social autonome. Cet agenda est en préparation depuis plusieurs mois. Jusque-là on avait progressé lentement, mais progressé quand même sur les sujets que nous voulions collectivement mettre sur la table : modèle productif, financement de notre protection sociale collective et emploi des jeunes. Cet agenda a vocation à s'inscrire dans le temps long, celui de la démocratie sociale, surtout quand règne une forte incertitude politique. Dans un tel contexte, il est plus que nécessaire que les acteurs sociaux prennent en main les sujets qui les concernent.

Mettre sur pied un agenda social, définir des thèmes de discussion et de négociation, ça n'empêche pas les désaccords, ça n'empêche pas d'avoir des approches ou des visions différentes, des impatiences, des agacements parfois... Mais un tel agenda démontre surtout qu'on est d'accord sur l'essentiel : la nécessité de faire vivre le paritarisme et la pratique contractuelle et conventionnelle.

La semaine dernière, le Medef a donc fait circuler aux participants de cette réunion des documents de travail, sur les enjeux du modèle productif et sur l'emploi des jeunes, qui devaient rester confidentiels. Certes, il aurait fallu être naïf pour se dire qu'ils allaient le rester. Soyons clairs, nous ne partageons pas la vision patronale d'un contrat spécifique jeunes. Pour FO, le CDI doit rester la norme. FO n'a jamais considéré que plus de flexibilité et de précarité serait bénéfique.

Mais ce ne serait pas la première fois qu'une négociation s'engage avec des positions ou des postures opposées. Chaque négociation, notamment sur l'Assurance chômage ou sur les retraites complémentaires, commence ainsi. Chacun pousse ses pions, parfois avec des positions antagonistes. Ça n'empêche pas de poursuivre la négociation. Et parfois, souvent même, ça n'empêche pas de conclure. Pour autant,

faut-il montrer les muscles et s'arrêter de discuter ou de négocier à chaque fois qu'un désaccord survient? Si c'était le cas, on ne négocierait plus grand-chose et on laisserait l'État, les pouvoirs publics faire et défaire notre droit social. Et on serait réduits à de simples spectateurs ou commentateurs...

Pour FO, cet agenda social est nécessaire. Et notre délégation

s'engagera dans ces négociations comme nous l'avons toujours fait. Force de proposition, exigeants, déterminés, loyaux... Sur les sujets proposés, nous pouvons et devons avancer. Nous devons réfléchir à notre modèle productif, alors que l'emploi stagne et que la réindustrialisation se fait attendre. Nous devons réfléchir à notre protection sociale et à sa gouvernance, alors que les besoins vont grandissant, que notre natalité décline et que son financement est sans cesse remis en cause. Nous devons réfléchir à comment, non pas travailler plus, mais travailler tous, comment lutter contre les contrats courts, les emplois précaires, les temps partiels subis, favoriser l'emploi des femmes, des seniors, des jeunes. Des pistes de travail existent pour accélérer et sécuriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail, sur l'orientation, l'accompagnement, la formation... L'agenda social autonome doit se poursuivre. Sans se laisser impressionner par l'éléphant au milieu de la pièce.

***Faire vivre
le paritarisme
et la pratique
contractuelle
et conventionnelle***

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr